

Un plan israélien propose d'annexer 80 % de la Cisjordanie

Description

Le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a publié une carte proposant d'annexer plus de 80 % de la Cisjordanie. Son approche n'est pas très éloignée de celle du reste de la classe politique israélienne, même de l'opposition « pragmatique ».

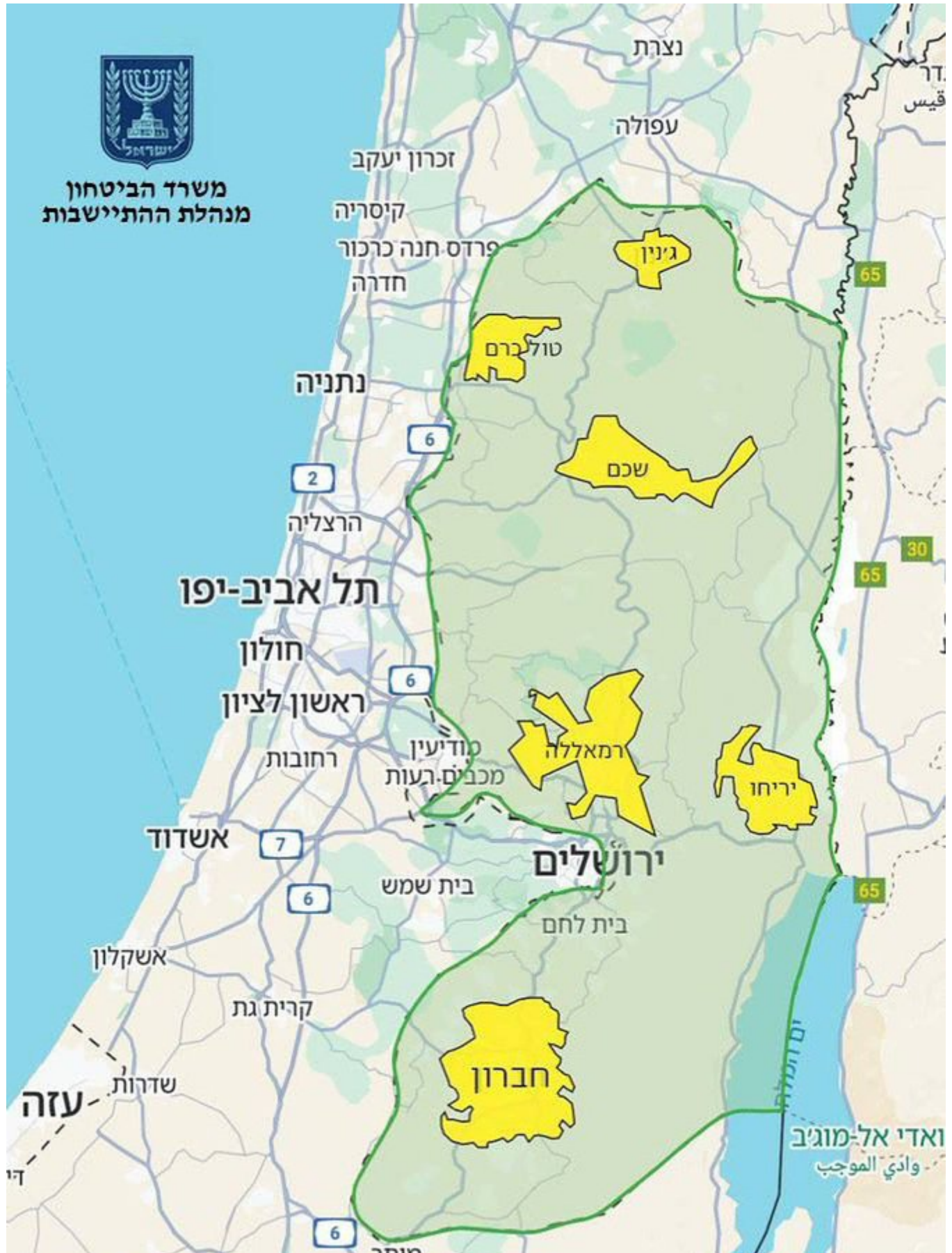
Par Qassam Muaddi, le 4 septembre 2025



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le ministre des Finances Bezalel Smotrich arrivent à une réunion du cabinet sur le budget de l'état, au bureau du Premier ministre à Jérusalem, le 23 février 2023. (Photo : Alex Kolomoisky/POOL)

Plus de 80% de la Cisjordanie occupée deviendrait partie intégrante d'Israël, selon une nouvelle proposition d'annexion rédigée lundi par le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich.

Le ministre rigoriste a présenté une carte montrant toute la Cisjordanie comme faisant partie d'Israël, y compris Bethléem, la vallée du Jourdain et toute la campagne palestinienne, tandis que seules six villes palestiniennes – Jéricho, Tulkarem, Naplouse, Jéricho, Ramallah et Hébron – étaient marquées comme des ghettos isolés. Smotrich a déclaré que si l'Autorité palestinienne (AP) s'opposait à son plan, Israël « l'annexerait comme il l'a fait avec le Hamas ». Smotrich a également appelé Netanyahu à mettre en œuvre sa proposition s'il souhaitait « entrer dans l'histoire comme un grand leader ».



La carte présentée par le ministre israélien des Finances Smotrich illustre les parties restantes de la Cisjordanie (surlignées en jaune), reflétant son projet d'annexion de la Cisjordanie occupée à Israël. (source : Eye On Palestine)

Le jour même de la présentation de Smotrich, les forces israéliennes ont arrêté le maire d'Hébron, Tayseer Abu Sneineh. Hébron est la plus grande ville palestinienne de Cisjordanie et compte 800 000 Palestiniens. Depuis les années 1980, quelque 500 colons messianiques israéliens imposent leur présence dans la vieille ville, et Abu Sneineh est connu pour son rôle dans une cellule du Fatah qui a planifié et mené l'attaque armée contre six colons israéliens et juifs dans la vieille ville en 1980, connue localement sous le nom d'« opération Dabuya ». Après son arrestation initiale, Abu Sneineh a été libéré en 1983 dans le cadre d'un échange de prisonniers avec d'autres membres de la cellule.

L'arrestation d'Abu Sneineh est survenue quelques jours après que les médias israéliens aient rapporté que le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, envisageait la création d'un « État tribal » à Hébron, distinct de l'Autorité palestinienne, qui a fait surface pour la première fois dans les pages du *Wall Street Journal* en juillet dernier.

Les médias palestiniens locaux ont émis l'hypothèse que l'arrestation d'Abu Sneineh était peut-être un prélude à l'élimination des sources potentielles d'opposition locale à l'annexion, compte tenu notamment du passé d'Abu Sneineh et de son statut de figure nationaliste locale influente à Hébron.

Ces événements, ajoutés à plusieurs autres développements qui ont précédé la proposition de Smotrich, ont propulsé la question de l'annexion potentielle de la Cisjordanie par Israël au premier plan des priorités du gouvernement israélien et ont laissé des millions de Palestiniens de Cisjordanie dans l'incertitude quant à leur avenir.

Le contexte

Le cabinet israélien s'est réuni dimanche dernier pour la deuxième fois en deux semaines afin de discuter des options d'annexion de certaines parties de la Cisjordanie. Cette réunion a été suivie d'une rencontre entre le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Saar, et le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, au cours de laquelle M. Saar a informé M. Rubio de l'intention d'Israël d'imposer la souveraineté israélienne sur le territoire palestinien, selon le site d'information israélien Walla.

Dans le même temps, Israël a mené une démonstration de force contre l'Autorité palestinienne en lançant plusieurs raids sur les principales villes de Cisjordanie qui composent la zone A en vertu des accords d'Oslo, qui représentent environ 18 % de la Cisjordanie et sont censés être sous la juridiction de l'Autorité palestinienne. L'armée israélienne a lancé la plus grande opération militaire depuis des années à Ramallah la semaine dernière, occupant le centre-ville de la capitale de facto de l'Autorité palestinienne avec des centaines de soldats accompagnés d'équipes de médias israéliens pendant plus de trois heures. Le lendemain, l'armée israélienne a lancé un raid similaire à Naplouse, le deuxième centre de pouvoir le

plus important de l' Autorité palestinienne.

Si Israël affirme que ses dernières mesures visant à annexer la Cisjordanie sont une réponse à l'annonce par plusieurs  tats européens de leur [intention de reconnaître la Palestine comme un état](#), l'annexion de la Cisjordanie par Israël est en préparation depuis des années.

En 2019, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'était engagé pendant sa campagne électorale à annexer la vallée du Jourdain. La première administration Trump semble avoir empêché Israël à deux reprises, en janvier et en juin 2020, d'annoncer officiellement l'annexion.

Cependant, cette même administration Trump a annoncé en 2020 son plan à Deal of the Century à (accord du siècle), qui prévoyait l'annexion de la majeure partie de la Cisjordanie, y compris toute la vallée du Jourdain. Trump a également reconnu la souveraineté d'Israël sur les colonies illégales en Cisjordanie, sur le plateau du Golan syrien occupé et sur l'ensemble de Jérusalem en tant que capitale d'Israël. Les Palestiniens ont rejeté à une écrasante majorité.

Le plan d'annexion actuel d'Israël est basé sur le à plan d'Acisif à de Smotrich de 2015, qui vise à empêcher la création d'un état palestinien et à expulser les Palestiniens en encourageant ce qu'on appelle la   migration volontaire à. Smotrich a également déclaré que les Palestiniens de Cisjordanie devraient soit se soumettre à la souveraineté israélienne, soit quitter le pays, soit à être traités à par les forces israéliennes. Après le 7 octobre, Smotrich a déclaré que l'annexion de la Cisjordanie devrait être la réponse d'Israël à l'attaque du Hamas. Il a ensuite déclaré que l'expulsion par Israël de la moitié de la population de Gaza   créerait un pr c dent à pour faire de même en Cisjordanie.

Attaquer l' Autorité palestinienne

Au cours des deux dernières années, Smotrich a mené une campagne d'étranglement financier contre l' Autorité palestinienne, d' tournant les recettes douanières palestiniennes qu'Israël perçoit pour le compte de l' Autorité palestinienne conformément aux accords d'Oslo. Smotrich a également menacé à plusieurs reprises d'interdire aux banques israéliennes de traiter avec les banques palestiniennes, et a entre-temps contraint les banques israéliennes à limiter les montants que les banques palestiniennes peuvent transférer vers les banques israéliennes.

Ces deux mesures ont plongé l' Autorité palestinienne dans une crise financière persistante, l'empêchant de verser l'intégralité des salaires mensuels des fonctionnaires, des médecins, des enseignants et du personnel de sécurité pendant des mois. Et si Smotrich parvient à interdire toutes les transactions financières entre les banques israéliennes et palestiniennes, cela entraînerait un effondrement financier total en Cisjordanie, menaçant l'existence même de l' Autorité palestinienne.

Affaiblir l' Autorité palestinienne à ce point vise à lui ôter toute utilité pour les Palestiniens et à ouvrir la voie à l'annexion. Smotrich n' st que le représentant de cette récente campagne visant à isoler et à assiéger l' Autorité palestinienne. Il fait partie des nombreux ministres

israéliens essentiels à la continuité du gouvernement Netanyahu, parmi lesquels Itamar Ben-Gvir, Amichai Elyahu et Orit Strook, qui représentent tous la droite religieuse et contrarient la majorité à la Knesset israélienne.

La Knesset prépare également depuis des années le terrain juridique pour l'annexion de la Cisjordanie. En 2018, elle a adopté la [loi sur l'état-nation](#) israélien, qui stipule que le seul droit à l'autodétermination entre le Jourdain et la Méditerranée appartient au peuple juif. En juillet de l'année dernière, la Knesset a adopté un projet de loi rejetant la création d'un état palestinien entre le fleuve et la mer, et un an plus tard, en juillet dernier, la Knesset [a adopté un projet de loi permettant l'annexion](#) de la Cisjordanie.

Le rôle des États-Unis

Le prélude à l'annexion officielle du territoire palestinien ne se limite pas aux mesures israéliennes, mais comprend également les initiatives symboliques prises jusqu'à présent par les États-Unis pour soutenir les intentions d'Israël. Alors que des États européens, dont la France, le Royaume-Uni et la Belgique, annoncent leur intention de reconnaître un état palestinien lors de l'Assemblée générale des Nations unies à la fin du mois, les États-Unis, pour leur part, ont convoqué les visas des responsables palestiniens, dont le président Mahmoud Abbas, qui devaient assister à l'Assemblée générale. Cette décision a été suivie par celle de Washington de cesser de délivrer des visas à tous les détenteurs de passeports palestiniens.

En substance, cela signifie que les États-Unis soutiennent implicitement les plans d'Israël visant à éliminer la possibilité d'un état palestinien et à étendre le contrôle d'Israël sur tous les territoires palestiniens.

Bien que le dernier plan de Smotrich ait été qualifié de « maximaliste », l'orientation générale des législateurs israéliens, même l'opposition « pragmatique » représentée par Yair Lapid et Benny Gantz, ne s'oppose pas à l'annexion de manière significative. Les principales divergences entre Israéliens ne portent pas sur l'annexion en soi, mais sur son ampleur.

Les législateurs israéliens moins « maximalistes » réclament soit l'annexion de toutes les colonies israéliennes, soit l'annexion de la zone C (qui représente plus de 60 % de la Cisjordanie), soit l'annexion de la vallée du Jourdain. Mais toutes ces versions priveraient les Palestiniens de toute continuité géographique significative, de tout contrôle sur les ressources naturelles et les frontières, ou de toute perspective de croissance démographique future. En substance, l'ensemble de la classe politique israélienne est déterminée à rendre impossible la création d'un état palestinien. C'est parmi ces différents courants politiques que les États-Unis doivent choisir celui qu'ils soutiendront.

En fin de compte, ce sont les États-Unis qui décideront si l'annexion officielle dans son ensemble ira de l'avant. [Axios a cité](#) deux responsables américains anonymes selon lesquels il était « peu probable » que Trump soutienne une telle mesure. Mais même si Washington met fin à l'annexion *de jure* de la Cisjordanie, il proposera très probablement une « alternative » qui consoliderait l'annexion *de facto*.

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine
Source : [Mondoweiss](#)

date crÃ©Ã©e
2025/09/05